

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION














MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de réhabilitation de la longère de Tiliz en
Mairie annexe de Lanriec**

**Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 4 juillet 2025 à 12 heures**

Ville de Concarneau
Service Commun Commande Publique
CCA – Parc d’activités de Colguen
1, rue Victor Schoelcher – CS 50636
29186 CONCARNEAU Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de réhabilitation de la longère de Tiliz en Mairie annexe de Lanriec
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	15
	Délai de validité des offres	5 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée aux attributaires
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clauses sociales	Avec, pour les lots 1, 2 et 3 uniquement
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire pour les lots 1, 2, 3, 4 et 14 uniquement

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Variantes exigées.....	6
2.5 - Prestations Supplémentaires Eventuelles.....	6
2.6 - Clauses sociales et environnementales	6
3 - Les intervenants	8
3.1 - Maîtrise d'œuvre	8
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
3.3 - Contrôle technique	8
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat.....	9
4.1 - Durée du contrat et délai d'exécution.....	9
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	9
5 - Contenu du dossier de consultation.....	9
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire	9
6.2 - Présentation des variantes exigées.....	11
6.3 - Visites sur site.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier.....	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures.....	12
8.2 - Attribution des marchés	12
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
9.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne **les travaux de réhabilitation de la longère de Tiliz en Mairie annexe de Lanriec**.

Travaux de transformation d'une longère en Mairie Annexe.

Lieu d'exécution : Longère de Tiliz – Lanriec - 29900 Concarneau

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 15 lots :

Lot	Désignation
1	Démolition - Gros œuvre - VRD
2	Maçonnerie pierre - Eco matériaux
3	Charpente bois - Bardages
4	Couverture ardoise et bac acier
5	Menuiseries extérieures - Serrurerie
6	Plafonds - Doublages - Cloisons
7	Faux-plafonds
8	Menuiseries intérieures
9	Revêtements de sols - Faïence
10	Peinture
11	Store - Vitrophanie
12	Nettoyage
13	Plomberie - Sanitaire - Chauffage par pompe à chaleur - Ventilation
14	Electricité - Courants faibles
15	Ameublement

Chaque lot fera l'objet d'un marché. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclatures

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Codes principaux	Description
1	45111100-9	Travaux de démolition
	45223220-4	Travaux de gros œuvre
2	45262510-9	Maçonnerie de pierres
3	45261100-5	Travaux de charpente
	45262650-2	Travaux de bardage
4	45261212-3	Travaux de couverture en ardoises
	45261213-0	Travaux de couverture métallique
5	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
6	45421141-4	Travaux de cloisonnement
	45324000-4	Travaux de pose de plaques de plâtre
7	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
8	45421000-4	Travaux de menuiserie
9	45432130-4	Travaux de revêtements de sols
	45430000-0	Revêtement de sols et de murs
	45431200-9	Carrelage mural
	45432100-5	Travaux de pose de revêtements de sols
10	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
11	45421143-8	Travaux d'installation de stores
12	45452000-0	Travaux de nettoyage extérieur de bâtiments
13	45332000-3	Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation
	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires
	45232141-2	Installations de chauffage
	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
14	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
15	45421153-1	Installation de meubles encastrés

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement aux titulaires des marchés, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres ou de la date limite de réponses aux demandes de négociations.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires des marchés.

2.3 - Variantes

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.4 - Variantes exigées

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au lot suivant :

Lot	Code	Libellé
02	VAR 200	Dalle béton isolé sur terre-plein

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Prestations Supplémentaires Eventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des Prestations Supplémentaires Eventuelles suivantes :

Lots	Code	Description
1	PSE 100	Drainage anti-radon
2	PSE 200	Drainage anti-radon
4	PSE 400	Ecran de sous-toiture

L'absence de chiffrage de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.6 – Clauses sociales et environnementales

2.6.1 – Clauses sociales

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, il est prévu d'insérer une clause sociale pour les lots suivants :

Lot	Désignation	Nombre d'heures d'insertion à réaliser
1	Démolition - Gros œuvre - VRD	70 h
2	Maçonnerie pierre - Eco matériaux	70 h
3	Charpente bois - Bardages	35 h

Objet de l'action d'insertion :

L'action d'insertion professionnelle dite « clause insertion professionnelle » consiste à réserver dans le marché un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

L'article L2112-2 du Code de la Commande Publique précise que les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des conditions relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. En ce sens ce marché comporte une clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi.

Le public concerné :

Les clauses d'insertion professionnelle ne sont pas un dispositif d'accès à l'emploi de droit commun. Elles concernent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

Sont ainsi concernés :

- Les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux ;
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), ou en reconversion ;
- Les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois ;
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Economique).

La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion :

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

Pendant la durée du marché, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts entre les partenaires et à permettre l'évaluation de l'action d'insertion par le maître d'ouvrage.

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate à une consultation comprenant une « clause d'insertion professionnelle », un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place par le Conseil départemental du Finistère.

Ce dispositif s'appuie sur des chargé(e)s de projet « clause d'insertion » auxquels l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- De préparer sa réponse lors de la mise au point du marché ;
- De se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité ;
- D'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

En l'occurrence, Le Conseil Départemental du Finistère – Direction de l'Economie, de l'Insertion et du Logement (Mr Jean-Jacques Carré 02.98.76.23.57 facilitateur.clauses.insertion@finistere.fr)

Au stade de la remise de l'offre, la seule action à exécuter par les candidats au titre de la clause sociale est de compléter, dater et signer l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Afin d'obtenir une bonne exécution de la clause sociale pendant la durée du marché, le pouvoir adjudicateur demande au titulaire de désigner un référent unique qui sera chargé de mettre en Œuvre l'exécution et le suivi de cette clause.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'exécution de la clause d'insertion, le titulaire du marché encourt les pénalités prévues à l'article 14.3 du CCAP.

2.6.2 – Clauses environnementales

Cette consultation comporte également des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP comme suit : « *Pour tous les lots, des mesures en matière de protection de l'environnement devront être développées et mises en œuvre sur chantier : matériaux, matériels, traitement des déchets, approvisionnements, déplacements, organisation du chantier...* ».

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ATELIER DU BRADEN

1 avenue du Braden

29000 QUIMPER

Tél. : 02 98 90 28 24

Courriel : contact@atelierdubraden.com

La maîtrise d'œuvre est représentée par : M. Vincent VIDELOUP.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est une mission de base comprenant les éléments suivants : DIAG/ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET et AOR.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

BTP CONSULTANTS

Direction Bretagne – ZAC de la Conterrie 2

10 rue Léo Lagrange – Bât. A, 2^{ème} étage

35131 CHARTRES-DE-BRETAGNE

Tél. : 02 99 78 88 70

Courriel : jeanphilippe.houeix@btp-consultants.fr

Le contrôleur technique est représenté par : M. Jean-Philippe HOUÉIX.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

BTP CONSULTANTS

Agence de Brest

22 rue Amiral Romain Desfossés

29200 BREST

Tél. : 03 72 39 54 63

Courriel : sylvain.hemery@btp-consultants.fr

Le coordinateur SPS est représenté par : M. Sylvain HEMERY.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat et délai d'exécution

La durée du contrat et le délai d'exécution sont fixés au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues aux titulaires et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) des marchés seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) pour chaque lot, et ses annexes,
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chaque lot,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) prescriptions communes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot et ses annexes,
- Le calendrier prévisionnel d'exécution,
- Les plans,
- L'attestation de visite,
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT),
- Le Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS),
- La notice Acoustique réalisée par ALHYANGE le 27/01/2025,
- Les diagnostics amiante, parasitaire et plomb, réalisés par BTP Diagnostics le 06/02/2023,
- Les DICT,
- L'étude géotechnique G2 AVP réalisée par GINGER CEBTP le 28/10/2024,
- Le dossier de Permis de Construire.

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique :

- Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire ;

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellé
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
Une note permettant d'apprécier les dispositions environnementales proposées et mises en place telles que définies à l'article 8.2 du Règlement de Consultation.
L'attestation de visite obligatoire pour les lots 1, 2, 3, 4 et 14
Les fiches techniques des produits proposés par les candidats

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour les lots 1, 2, 3, 4 et 14 uniquement. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Elle est facultative pour les autres lots.

Les conditions de visites sont les suivantes : 3 dates de visites seront proposées par la Maîtrise d'œuvre. Les candidats devront prendre rendez-vous par téléphone au 02 98 90 28 24 (secrétariat de l'Atelier du Braden). Une confirmation de la date et de l'heure du rendez-vous sera transmise par mail à l'entreprise, copie à la maîtrise d'ouvrage.

A l'issue de cette visite, les candidats recevront une attestation de visite signée par un représentant de l'Atelier du Braden. Elle devra impérativement être jointe à l'offre du candidat.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.megalix.bretagne.bzh/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Concarneau

Parc d'Activités de Colguen

1 rue Victor Schoelcher - CS 50636

29186 CONCARNEAU Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

- Les noms des fichiers informatiques remis par les candidats devront être explicites et les plus courts possibles. Par exemple, préférer : « DC1 » à « formulaire DC1 » ou « AttestAss. » à « Attestation Assurance » ...
- Les candidats devront veiller à ce que les noms des fichiers AE – BPU – DQE – DPGF qu'ils déposent sur la plateforme soient nommés de la même manière que ceux du DCE.
- Les candidats déposant une offre veilleront à utiliser une norme de nommage des documents simple sans trop de caractères (par exemple MT à la place de Mémoire Technique) et de ne pas utiliser de caractères spéciaux.

Signature des plis électroniques :

Seule l'offre retenue sera signée électroniquement. Il sera demandé au candidat attributaire de se munir d'un certificat électronique.

Les candidats sont invités à privilégier le format de signature électronique PAdES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitant les échanges de fichier une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie.

L'outil de signature proposé par la plateforme Megalis vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les candidats sont prévenus :

- Qu'ils devront redéposer un dossier complet s'ils veulent ajouter un complément à un pli qu'ils ont déjà remis sur la plateforme.
- Que, s'ils remettent leurs plis électroniques « au dernier moment », il se peut qu'il y ait « embouteillage » et qu'ils rencontrent des difficultés à déposer leurs plis dans les délais impartis. Il leur est donc conseillé de réaliser cela un peu en amont des délais impartis.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres, pour chacun des lots.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour tous les lots :

Critères et sous-critères	Pondération
1-Prix des prestations (apprécié selon le montant en € TTC de la DPGF)	50%
2-Valeur technique	40%
2.1-Méthodologie proposée par l'entreprise pour son intervention lors de réalisation des travaux, moyens humains et techniques alloués au projet afin d'assurer le respect du calendrier, équipe dédiée au chantier.	20%
2.2-Qualité des produits et matériaux proposés au regard des fiches techniques fournies (fiche matériaux, fiche produit, procédé utilisé).	10%
2.3-Moyens précisés pour assurer une bonne coordination et communication entre la maîtrise d'œuvre et l'entreprise (organisation, démarche qualité, contrôles, plans...).	10%
3-Performances en matière de protection de l'environnement dans le cadre de l'exécution du chantier (Pertinence des mesures relatives à la qualité environnementale du chantier et à la mise en place de mesures relatives à l'Hygiène et à la Sécurité (gestion de la sécurité sur le chantier, gestion des déchets, réduction des nuisances aux riverains (bruit, poussières, logistiques))).	10%

La valeur technique est appréciée sur la base des informations figurant dans le mémoire technique des candidats. **L'absence de mémoire technique dans le dossier remis par le candidat rendra l'offre irrégulière.**

Méthodes d'analyse :

Analyse du critère « Prix des prestations » (50%) :

L'offre moins disante régulière obtient la note maximale de 50 points. La note des autres offres relève de la formule : Note Prix du candidat = 50 x (offre régulière moins disante en € TTC) / (offre du candidat en € TTC)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Analyse du critère « Valeur Technique » (40%):

Le sous-critère 2.1 sera noté par application du pas de notation suivant :

- Absence d'éléments : 0 ;
- Insuffisant : 1 ou 2 ;
- Passable : 3 ou 4 ;
- Moyen : 5 ou 6 ;
- Satisfaisant : 7 ou 8 ;
- Excellent : 9 ou 10.

La note obtenue sera rapportée à la pondération du sous-critère.

Les sous-critères 2.2 et 2.3 seront notés par application du pas de notation suivant

- Absence d'éléments : 0 ;
- Très insuffisant : 1 ;
- Insuffisant : 2 ;
- Moyen : 3 ;
- Satisfaisant : 4 ;
- Très satisfaisant : 5.

La note obtenue sera rapportée à la pondération de chaque sous-critère.

La somme des 3 notes attribuées aux 3 sous-critères formera la note « Valeur technique » sur 40.

Analyse du critère « Performances en matière de protection de l'environnement » (10%) :

Le pas de notation suivant sera utilisé pour déterminer la note de ce critère :

- Absence d'éléments : 0 ;
- Très insuffisant : 1 ;
- Insuffisant : 2 ;
- Moyen : 3 ;
- Satisfaisant : 4 ;

-Très satisfaisant : 5.

La note obtenue sera rapportée à la pondération de ce critère.

Résultat final :

Le résultat final est obtenu par la somme des 3 notes (Prix des prestations, Valeur Technique, et Performances en matière de protection de l'environnement), après application des coefficients de pondération respectivement fixés à 50%, 40% et 10%. Le candidat obtenant la meilleure note globale est classé premier. En cas d'égalité, la priorité est donnée au critère « Prix des prestations ».

8.3 - Suite à donner à la consultation

Une audition sera programmée pour le lot 2 « Maçonnerie pierre - Eco matériaux » avec l'ensemble des candidats, qui permettra de mieux appréhender la méthodologie et la technicité de mise en œuvre des matériaux.

Après examen des offres, et pour chacun des lots, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats ayant obtenu la meilleure note à l'issue de l'analyse initiale des propositions.

La négociation pourra porter sur l'ensemble ou partie des composantes de l'offre. Elle pourra avoir lieu par écrit, ou lors d'auditions organisées par le pouvoir adjudicateur, dans le respect des principes définis dans le Code de la Commande publique.

Les candidats seront avertis de leur admission à négocier, et des modalités correspondantes. A l'issue de la négociation, une seconde analyse des offres des candidats ayant participé à la négociation sera réalisée, pour chacun des lots, au regard des critères de jugement des offres de la présente consultation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 3 jours. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.megalix.bretagne.bzh/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes - Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte - CS 44416

35044 RENNES cedex

Tél : 02 23 21 28 28 / Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes - Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte - CS 44416

35044 RENNES cedex

Tél : 02 23 21 28 28 / Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Immeuble Skyline

22 Mali Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES cedex 1

Tél : 02 53 46 79 83 / Télécopie : 02 53 46 79 79

Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>